

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX-TRAVAIL-PATRIE

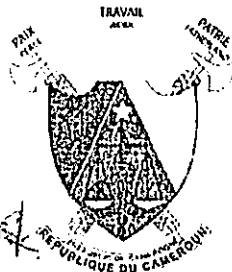
MINISTÈRE DES FINANCES

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET

DIVISION DE LA RÉFORME BUDGÉTAIRE

UNITÉ DE GESTION DU PAGFI 3



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE-WORK-FATHERLAND

MINISTRY OF FINANCE

GENERAL SECRETARIAT

DIRECTORATE GENERAL OF BUDGET

DEPARTMENT OF BUDGETARY REFORM

MANAGEMENT UNIT OF PAGFI 3

**PROJET D'APPUI A LA GOUVERNANCE FINANCIERE PHASE 3 (PAGFI 3)
UNITÉ DE GESTION DU PROJET (UGP)**

AVIS DE DEMANDE DE COTATION

N° /DC/MINFI/SG/DGB/DREF/CSMOP/PAGFI3/UGP/SPM/2025 DU 17/10/2024

**POUR L'ACQUISITION DU LOGICIEL DE SUIVI DES PROJETS TOM2PRO
COMPTABILITÉ ET FINANCE DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET
D'APPUI À LA GOUVERNANCE FINANCIÈRE - PHASE N°3**

CONVENTION N° : CCM 1809 01 S – AFD DU 05 OCTOBRE 2023.

Le Gouvernement du Cameroun a reçu un financement de l'Agence Française de Développement (AFD) pour la réalisation de la troisième phase du Projet d'Appui à la Gouvernance Financière (PAGFI 3). Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce financement soit utilisée pour effectuer les paiements autorisés au titre du Marché pour lequel est émise cette Demande de Cotations (DC).

1- Consistance des prestations

Les prestations comprennent l'acquisition du logiciel de suivi des projets TOM2PRO comptabilité et finance, l'installation, le paramétrage, la préformation et l'assistance des utilisateurs pendant douze (12) mois au Projet d'Appui à la Gouvernance Financière phase 3 (PAGFI3).

2- Participation

La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte aux prestataires installés ou représentés au Cameroun, justifiant d'une bonne expérience dans le domaine de la fourniture, l'installation, le paramétrage du logiciel de suivi des projets TOM2PRO comptabilité et finances, et répondant aux critères de qualification indiqués dans le présent Dossier de Demande de Cotation.

3 - Financement

Les prestations, objet de la présente Demande de Cotation, sont financées par la Convention N° CCM 1809 01 S – AFD du 05 octobre 2023 (pour la partie Hors Taxes), pour un coût global est de 18 293,88 €, soit douze millions (12 000 000) de Francs CFA, et les Fonds de Contrepartie du Gouvernement du Cameroun au titre de l'exercice 2025 (pour la partie Taxes et Droits de Douane).

4 – Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est *hors ligne*.

5 - Consultation du Dossier de Demande de Cotation

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maître d'Ouvrage aux heures ouvrables à la Direction Générale du Budget, Division de la Réforme Budgétaire, sise au Ministère des Finances, Bâtiment B, 4^{ème} étage, porte 419-C Yaoundé-Cameroun,
Téléphone : (237) 699 93 44 74/694 83 69 35/675 08 91 95.

Email : maria.sereckiani@gmail.com / mbidaussola2011@gmail.com / lyonicsgw80@gmail.com dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication indiqué par le Maître d'Ouvrage.

6 – Acquisition du Dossier de Demande de Cotation

La version physique du dossier peut être obtenue à la Direction Générale du Budget, Division de la Réforme Budgétaire, sise au Ministère des Finances, Bâtiment B, 4^{ème} étage, porte 419-C/Yaoundé-CAMEROUN. Téléphone : (237) 699 93 44 74/694 83 69 35/675 08 91 95, Email : marcedesirebekono@gmail.com / mbidaessola2011@gmail.com / lyoniesewa80@gmail.com dès publication du présent, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat d'un montant de vingt-cinq mille (25 000) Francs CFA au Trésor Public, de lundi à vendredi entre 08 h et 15 h 30 minutes.

La copie du reçu de ce versement sera jointe au dossier de soumission.

7 – Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération est de 21 815,45 €, soit 14 310 000 (quatorze millions trois cent dix mille) de Francs CFA TTC. Dont 18 293,88 €, soit douze millions (12 000 000) de Francs CFA par la Convention N° CCM 1809 01 S – AFD du 05 octobre 2023, (pour la partie Hors Taxes), et de 3 521,57 €, soit deux millions trois cent dix mille (2 310 000) de Francs CFA, par les Fonds de Contrepartie du Gouvernement du Cameroun au titre de l'exercice 2025 (pour la partie Taxes et Droits de Douane).

8 – Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission acquitté à la main et timbré, délivré par une banque de premier ordre ou une compagnie d'assurances agréée par le Ministre des Finances suivant le modèle joint (voir liste des établissements bancaires ou compagnies d'assurances agréés par le MINFI en annexe de la DC). Le montant dudit cautionnement s'élève à deux cent quatre-vingt-six mille (286 000) francs CFA et doit rester valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission à l'ouverture des offres accompagnée du récépissé délivré par la Caisse de Dépôts et de Consignation (CDEC), entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

9 - Remise des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies, devra parvenir à l'Unité de Gestion de Projet du PAGFI 3, sise à la Direction Générale du Budget, Division de la Réforme Budgétaire, au Ministère des Finances, Bâtiment B, 4^{ème} étage, porte 419-C, Yaoundé-Cameroun, au plus tard le 12.02.2025, à 14 heures, heure locale, et devra porter la mention :

DEMANDE DE COTATIONS

N° 00004 /DC/MINFI/SG/DGB/DREF/CSMOP/PAGFI3/UGP/SPM/2025 DU 12.02.2025
POUR L'ACQUISITION DU LOGICIEL DE SUIVI DES PROJETS TOM2PRO
COMPTABILITÉ ET FINANCE DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET
D'APPUI À LA GOUVERNANCE FINANCIÈRE - PHASE N°3
« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

10 – Ouverture des offres

L'ouverture des offres aura lieu dans la Salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés du MINFI sise à l'immeuble MINFI à Mvog-Ada face collège Montesquieu, le 12/03/2011, à 11 heures, en présence des Soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois, ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des offres, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

L'ouverture de la séance de dépouillement se fera au plus tard une heure après celle limite de réception des cotations fixée dans le Dossier de Demande de Cotation.

11 - Recevabilité des offres

Les pièces administratives, le dossier technique, et le dossier financier doivent être placés dans des enveloppes différentes séparées et remises sous plis scellé. Les éléments de chaque dossier seront séparés par un intercalaire de couleur différent du blanc.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- les plis sans indication de l'identité de la Demande de Cotation ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans la DC ou offre uniquement en copies.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions de la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

12. Critères d'évaluations

Les critères d'évaluation sont de deux (02) types : les critères éliminatoires et les critères essentiels.

12.1-Critères éliminatoires

• Sur le dossier administratif

- non-production dans un délai de 48h après le dépôt des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission ;
- fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification de pièces ;
- absence de la déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire certifie n'avoir pas abandonné de marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi, qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le MINMAP ;
- absence ou non-conformité de la caution de soumission.

- **Sur l'offre technique**

- Absence d'auto-certification Tech Expert TOMATE ;
- Non-respect des spécifications techniques majeures.

- **Sur l'offre financière**

- Absence de la lettre de soumission conforme au modèle, timbrée et signée ;
- Absence du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) suivant le modèle avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettre ;
- Absence du devis Quantitatif et Estimatif (DQE) ;
- Offre financière incomplète ou omission d'un prix quantifié.

12.2-Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires sont les suivantes :

- La présentation de l'offre, 1 critère ;
- Les références du soumissionnaire dans les prestations similaires, 1 critère ;
- Le service après-vente, 1 critère ;
- La capacité financière à hauteur de 4 000 000 F CFA, 1 critère ;
- La qualification et l'expérience du personnel, 1 critère ;
- Les moyens logistiques, 2 critères ;
- Le délai d'exécution, 1 critère ;
- L'organisation et planning de livraison, 2 critères ;
- Le certificat de conformité du logiciel à TOMATE, 1 critère.

Seuls les soumissionnaires ayant satisfait à au moins 80% des critères essentiels pourront être qualifiés à l'évaluation financière.

N.B : le Maître d'Ouvrage procédera à la vérification de toutes les informations fournies avant l'attribution du marché. Toute fausse information fournie conduira au rejet de l'offre du soumissionnaire.

13 – Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet de la présente Demande de Cotation est de **trente (30) jours calendaires**. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

14 – Attribution du marché

Le Maître d'Ouvrage attribuera la Lettre-Commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requise et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant, le cas échéant les remises proposées.

Le soumissionnaire doit, notamment, être jugé qualifié pour exécuter le marché de façon satisfaisante.

15 – Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant **quatre-vingt-dix (90) jours**, à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

16 – Renseignement complémentaire

Pour toute information complémentaire relative à la présente consultation, les consultants invités peuvent s'adresser aux heures suivantes : **de 08 heures à 15 heures 30 minutes, heure locale**, à la **Direction Générale du Budget, Division de la Réforme Budgétaire, sise au Ministère des Finances**,

Bâtiment B, 4^{ème} étage, porte 419-C/Yaoundé-CAMEROUN, Téléphone : (237) 699 93 44 74/694 83 69 35/675 08 91 95.

Email : marcedesirebekono@gmail.com/mbidaessola2011@gmail.com/yoniesewa80@gmail.com.

17 - Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation portant sur des mauvaises pratiques, faits ou actes, tentative de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) par SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, la Cellule de Lutte Contre la Corruption du MINEPAT (MO/MOD) au numéro 677 99 01 59 et de l'ARMP au numéro 699 95 37 30.

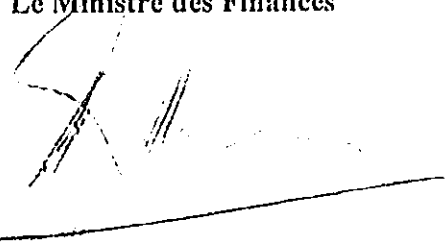
07 JAN 2026

Yaoundé, le _____

Ampliations :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) ;
- ARMP (pour publication) ;
- PAGFI3 (pour affichage) ;
- PDT-CIPM (pour information) ;
- ARCHIVES.

Le Ministre des Finances



RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX-TRAVAIL-PATRIE

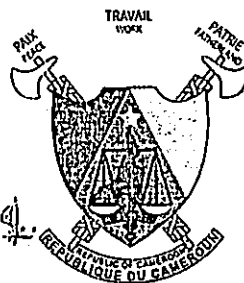
MINISTÈRE DES FINANCES

SECRETARIAT GÉNÉRAL

DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET

DIVISION DE LA RÉFORME BUDGÉTAIRE

UNITÉ DE GESTION DU PAGFI 3



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE-WORK-FATHERLAND

MINISTRY OF FINANCE

GENERAL SECRETARIAT

DIRECTORATE GENERAL OF BUDGET

DEPARTMENT OF BUDGETARY REFORM

MANAGEMENT UNIT OF PAGFI 3

PROJET D'APPUI A LA GOUVERNANCE FINANCIERE PHASE 3 (PAGFI 3)
UNITÉ DE GESTION DU PROJET (UGP)

NOTICE OF REQUEST FOR QUOTATION

No. 00004 /DC/MINFI/SG/DGB/DREF/CSMOP/PAGFI3/UGP/SPM/2025 OF 07/01/2026
FOR THE ACQUISITION OF THE TOM2PRO ACCOUNTING AND FINANCE PROJECT
MONITORING SOFTWARE AS PART OF THE IMPLEMENTATION OF THE FINANCIAL
GOVERNANCE SUPPORT PROJECT - PHASE 3.

AGREEMENT NO: CCM 1809 01 S – AFD OF OCTOBER 5, 2023.

The Government of Cameroon has received funding from the French Development Agency (FDA) for the implementation of the third phase of the Financial Governance Support Project (PAGFI 3). It is expected that part of the sums granted under this funding will be used to make the payments authorized under the Contract for which this Request for Quotation (RFQ) is issued.

1- Scope of Services

The services include the acquisition of the TOM2PRO accounting and finance project tracking software, installation, configuration, pre-training, and user support for twelve (12) months for the Phase 3 Financial Governance Support Project (PAGFI3).

2- Participation

Participation in this Request for Quotation is open to service providers located or represented in Cameroon and who have significant experience in the supply, installation, and configuration of TOM2PRO accounting and finance project tracking software, and who meet the qualification criteria indicated in this Request for Quotation Document.

3 – Financing

The services covered by this Request for Quotation are financed by Agreement No. CCM 1809 01 S – AFD dated October 5, 2023 (for the tax-free portion), for a total cost of €18,293.88, or twelve million (12,000,000) CFA francs, and the Counterpart Funds of the Government of Cameroon for the 2025 fiscal year (for the tax and customs duties portion).

4 – Submission Method

The submission method chosen for this Request for Quotation is offline.

5 – Consultation of the Quotation Request File

The physical file may be consulted free of charge in the Contracting Authority's offices during business hours at the General Directorate of the Budget, Budget Reform Division, located at the Ministry of Finance, Building B, 4th Floor, Room 419-C/Yaoundé-Cameroon,
Telephone: (237) 699 93 44 74/694 83 69 35/675 08 91 95,

Email : marcdesirebekono@gmail.com/mbidaessola2011@gmail.com/lyoniesewa80@gmail.com upon publication of this notice.

It may also be consulted online on the ARMP website (www.armp.cm) or via any other means of communication indicated by the Project Owner.

6 – Acquisition of the Quotation Request File

The physical version of the file may be obtained from the General Directorate of the Budget, Budget Reform Division, located at the Ministry of Finance, Building B, 4th floor, room 419-C/Yaoundé-Cameroon, Telephone: (237) 699 93 44 74/694 83 69 35/675 08 91 95,

Email: marcdesirebekono@gmail.com/mbidaessola2011@gmail.com/lyoniesewa80@gmail.com, upon publication of this document, against payment of a non-refundable sum of twenty-five thousand (25,000) CFA francs to the Public Treasury, from Monday to Friday between 8 a.m. and 3:30 p.m.

A copy of the receipt for this payment will be attached to the submission file.

7 – Estimated Cost

The estimated cost of the operation is €21,815.45, or 14,310,000 (fourteen million three hundred and ten thousand) CFA Francs including tax. Of which €18,293.88, or twelve million (12,000,000) CFA Francs by Convention No. CCM 1809 01 S – AFD of October 5, 2023, (for the part excluding taxes), and €3,521.57, or two million three hundred and ten thousand (2,310,000) CFA Francs, by the Counterpart Funds of the Government of Cameroon for the 2025 financial year (for the Taxes and Customs Duties part).

8 – Bid Security

Each bidder must attach to their administrative documents a bid security, hand-paid and stamped, issued by a leading bank or insurance company approved by the Minister of Finance, using the attached template (see the list of banking institutions or insurance companies approved by the MINFI in the appendix to the DC), in the amount of two hundred and eighty-six thousand (286,000) CFA francs and valid for up to thirty (30) days beyond the initial bid validation date.

Failure to provide a bid bond accompanied by the receipt issued by the Deposit and Consignment Fund (DCF) will result in the outright rejection of the bid. A bid bond submitted but unrelated to the consultation is considered absent.

A bid bond submitted by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

9 - Submission of Bids

Each bid, prepared in French or English in seven (07) copies, including one (01) original and six (06) copies, must be received by the PAGFI 3 Project Management Unit, located at the General Directorate of the Budget, Budget Reform Division, Ministry of Finance, Building B, 4th Floor, Room 419-C/Yaoundé, Cameroon, no later than 12.00 at 13 hours, local time, and must bear the following statement:

REQUEST FOR QUOTATIONS

No. 00001 /DC/MINFI/SG/DGB/DREF/CSMOP/PAGFI3/UGP/SPM/2025 OF 24/04/2026
FOR THE ACQUISITION OF THE TOM2PRO ACCOUNTING AND FINANCE PROJECT
MONITORING SOFTWARE AS PART OF THE IMPLEMENTATION OF THE FINANCIAL
GOVERNANCE SUPPORT PROJECT - PHASE 3

"ONLY TO BE OPENED DURING THE COUNTING SESSION"

10 – Opening of Bids

The opening of bids will take place in the meeting room of the MINFI Internal Procurement Commission located in the MINFI building in Mvog-Ada opposite Montesquieu College, on ~~12/11/2020~~ at ~~11~~ hours in the presence of the Bidders or their duly authorized representatives.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be produced in originals or in copies certified by the issuing department or competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Quotation Regulations. They must be less than three (03) months old, or have been established after the date of signature of the quotation notice.

If any document in the administrative file is missing or non-compliant during the bid opening process, the bid will be rejected after a 48-hour period granted by the Commission.

The opening of the tender review session will take place no later than one hour after the deadline for receipt of quotations set out in the Quotation Request Document.

11 - Admissibility of Bids

Administrative documents, the technical file, and the financial file must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope. The elements of each file will be separated divider.

The following will be inadmissible by the Project Owner:

- Envelopes containing information on the bidder's identity;
- Envelopes received after the submission deadlines;
- Envelopes that do not comply with the submission method;
- Envelopes without indicating the identity of the Request for Quotation;
- Failure to comply with the number of copies indicated in the RFQ or offering only copies.

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the DC will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by an organization or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement or failure to comply with the models of the documents in the DC will result in the outright rejection of the quotation without any recourse.

A bid bond produced but having no connection with the consultation in question is considered absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

12. Evaluation Criteria

Evaluation criteria are of two types: eliminatory criteria and essential criteria.

12.1-Eliminatory criteria

- On the administrative file
 - failure to produce, within 48 hours of submitting bids, at least one document in the administrative file deemed non-compliant or missing, other than the bid bond;
 - false declarations, fraudulent practices, or falsification of documents;
 - absence of a sworn statement by which the bidder certifies that it has not abandoned a contract in the last three (03) years, but also that it is not included on the list of defaulting companies established annually by the MINMAP;
 - absence of a bid bond or non-compliant bid.

- **Regarding the technical offer**

- Lack of Tech Expert TOMATE self-certification;
- Failure to comply with major technical specifications;

- **Regarding the financial offer**

- Absence of a letter of offer conforming to the template, stamped and signed;
- Absence of a Unit Price Schedule (BPU) conforming to the template, indicating prices excluding VAT in figures and words;
- Absence of a Bill of Quantities (DQE);
- Incomplete financial offer or omission of a quantified price.

12.2-Essential Criteria

The essential criteria for qualifying bidders are as follows:

- Presentation of the bid, 1 criterion;
- Bidder's references, 1 criterion;
- After-sales service, 1 criteria;
- Financial capacity, 1 criterion;
- Staff qualifications and experience, 1 criterion;
- Logistical resources, 2 criteria;
- Completion time, 1 criterion;
- Delivery organization and schedule, 2 criteria;
- Software certificate of conformity with TOMATO, 1 criterion.

Only bidders who have met at least 80% of the essential criteria will be eligible for the financial evaluation.

Please note: The Project Owner will verify all information provided before awarding the contract. Any false information provided will result in the rejection of the bidder's offer.

13 – Estimated Completion Time

The maximum time period set by the Project Owner for the completion of the services covered by this Request for Quotation is **thirty (30) calendar days**. This period begins on the date of notification of the service order to commence the services.

14 – Contract Award

The Contracting Authority will award the Order Letter to the bidder who has submitted a bid that meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest priced, including any proposed discounts.

The bidder must be deemed qualified to perform the contract satisfactorily.

15 – Validity of Bids

Bidders remain bound by their bids for ninety (90) days from the deadline set for submission of bids.

16 – Additional Information

For any additional information regarding this consultation, invited consultants may contact the Directorate General of the Budget, Budget Reform Division, located at the Ministry of Finance, Building B, 4th Floor, Room 419-C, Yaoundé, Cameroon, between 8:00 a.m. and 3:30 p.m. local time. Telephone: (237) 699 93 44 74/694 83 69 35/675 08 91 95.

Email: maredesirebekono@gmail.com/mbidaessola2011@gmail.com/lyoniesewa80@gmail.com.

17 – Combating Corruption and Malpractices

To report any malpractices, facts, or actions, attempted corruption, please call CONAC at 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) by text message or call the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, and the MINEPAT Anti-Corruption Unit (MO/MOD) at 677 99 01 59; and the ARMP at 699 95 37 30.

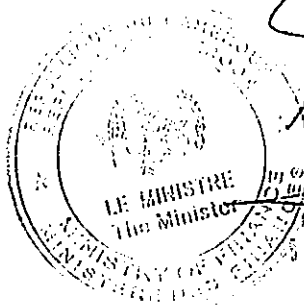
Yaoundé, 07 JAN 2026

Extensions:

Public Procurement Authority (MINMAP);

- ARMP (for publication);
- PAGFI3 (for posting);
- PDT-CIPM (for information);
- ARCHIVES.

The Minister of Finance



07 JAN 2026

